

• une conférence de **Frédéric VIALE** •

L'Union européenne négocie avec le Canada et les États-Unis des traités de libre-échange connus sous les sigles de CETA (ou AECG) et TAFTA (ou TTIP).

Outre la suppression des droits de douane, ces traités ont pour ambition de redéfinir, hors de tout contrôle démocratique, les normes et les règles qui encadrent les échanges entre les signataires, en les réduisant au profit des multinationales.

Tous les secteurs de la vie économique et sociale sont concernés par ces projets d'accord de commerce et d'investissement : alimentation, santé, énergie, culture, services publics, régulation financière, etc.

En 2015, partout en Europe, des communes, des départements et des régions, conscientes du danger, se sont déjà déclarées «Hors TAFTA» et plus de 3,4 millions de personnes ont signé l'Initiative Citoyenne Européenne auto-organisée contre le CETA et le TAFTA (<https://stop-ttip.org/fr/signer>).

En 2016, les négociations sur le TAFTA et le processus de ratification du CETA par le Parlement européen vont s'accélérer. Il est donc primordial que tous les citoyens d'Europe se mobilisent contre ces traités qui sapent la démocratie, les droits sociaux et l'environnement au profit des grands intérêts privés.

L'idée principale sous-jacente de ces accords de libre-échange est sans équivoque un transfert du pouvoir des élus vers les acteurs économiques privés.

## OÙ EN EST-ON ?

### > CETA

La Commissaire Européenne au Commerce, Cecilia Malmström, a annoncé au mois de février 2016 l'achèvement de la "mise en forme juridique" de l'accord Union Européenne (UE)-Canada. Le texte consolidé est désor-

mais consultable (\*). Pour la ratification de cet accord, les gouvernements nationaux et le parlement européen seront consultés cette année, mais pas nécessairement les parlements nationaux. Tout récemment, le parlement Wallon a formellement appelé à empêcher la signature du CETA.

### >TAFTA

Washington a accueilli, du 25 au 29 avril 2016, le 13<sup>ème</sup> cycle des négociations sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TAFTA) entre l'Union européenne et les États-Unis. Les derniers échanges ont notamment abordé le détail des offres d'accès au marché, le chapitre de l'énergie et la protection de l'investissement.

### > TISA

Un nouvel accord de libre échange négocié depuis 2 ans en totale opacité entre l'Union Européenne et 52 autres états, dont les États Unis et le Canada, voit actuellement le jour.

## LES RAISONS DE SE MOBILISER

### > Suppression des droits de douane et nivellement par le bas des droits sociaux.

La libéralisation des échanges et la disparition des droits de douane créeront une mise en concurrence accrue des entreprises de part et d'autre de l'Atlantique. Pour rester compétitifs, les Européens vont être poussés à restreindre les obligations légales et réglementaires des entreprises qui opèrent dans l'UE. Les conséquences sur la vie des salariés vont être très

importantes, puisque les États-Unis n'ont pas ratifié 6 des 8 conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) : salaire minimum, protection sociale, retraite...

### > Agriculture et élevage

Le TAFTA prévoit la suppression des droits de douane qui protègent encore le secteur agricole des importations de produits toujours moins chers en provenance des États-Unis, comme les viandes de boeuf, de porc ou de volaille. L'arrivée massive de ces viandes bon marché, produites dans des conditions beaucoup moins strictes de protection des travailleurs mais également des animaux, va conduire à la disparition des agricultures familiales qui privilégient la qualité sur la rentabilité. Nos agriculteurs, déjà en difficulté, ne pourront plus défendre un modèle de production exigeant pour la santé comme pour l'environnement. Selon des professionnels du secteur bovin, la mise en place de ces accords provoquerait la destruction de 50 000 emplois en Europe.

### > Démocratie

Ces accords permettent de subordonner l'ensemble des lois et des projets de loi à l'approbation des grands lobbies agissant pour des intérêts privés. Ils pourront proposer d'amender

les propositions de texte avant même qu'elles ne soient consultées par les élus nationaux. De plus, toutes les lois seront susceptibles d'être attaquées par les investisseurs étrangers via l'arbitrage Investisseur-État.

### > Mécanisme d'arbitrage Investisseur-États

Ce mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États pourra contraindre les gouvernements nationaux à dépenser des milliards en argent public pour dédommager les entreprises privées qui se sentiraient lésées par des politiques de santé publique, de préservation de l'environnement, de protection des droits du travail...

Par exemple, dans le cadre d'un mécanisme similaire, la multinationale Lone Pine poursuit le gouvernement canadien et demande 250 millions de dollars de réparation pour des investissements et des profits qu'elle ne peut réaliser en raison du moratoire sur l'extraction des gaz de schiste mis en place par le Québec.

Il est important de stopper la soumission des peuples et de la nature aux intérêts marchands des multinationales. ATTAC Sud Essonne vous invite à la conférence-débat qui se déroulera vendredi 27 mai 2016 à 20h30 à Lardy (salle René Cassin) en présence de Frédéric Viale. Docteur en droit, membre de la commission Europe d'Attac France, il est l'auteur

du *Manifeste contre les accords transatlantiques*.

(\*)[http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2014/september/tradoc\\_152806.pdf](http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2014/september/tradoc_152806.pdf).



*Le Manifeste contre les accords transatlantiques, attentats massifs contre la démocratie,*  
Frédéric Viale,  
Éditions Erick Bonnier

Retrouvez toute l'actualité du comité attac Sud-Essonne sur



[local.attac.org/attac91/sudessonne](http://local.attac.org/attac91/sudessonne)  
& [www.facebook.com/attacse](http://www.facebook.com/attacse)

Ne pas jeter sur la voie publique

**LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE**  
le business prend le pouvoir



**CONFÉRENCE** • vendredi 27 mai • 20h30

**LARDY** • salle René CASSIN • 1 Rue François Mitterrand

avec **Frédéric VIALE** • docteur en droit  
membre de la commission Europe d'attac France

entrée libre & gratuite • contact : [coudertcel@orange.fr](mailto:coudertcel@orange.fr)